



Liberté Égalité Fraternité

ÉVOLUTIONS RÈGLEMENTAIRES DES ACTIVITÉS RELEVANT DE LA DIRECTIVE IED, DES ABATTOIRS ET DES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DES SOUS-PRODUITS ANIMAUX ET/OU DES COPRODUITS ALIMENTAIRES

Mardi de la DGPR - 21 octobre 2025

DGPR/SSEEC/BBA 1 21/10/2025



Intervenants au cours de cette séance



□ Philippe BODENEZ (DGPR – SSEEC)

Directeur du service santé environnement économie circulaire

☐ Bruno GOMEZ (DGPR – SSEEC/BBA)

Chef du bureau biotechnologie et agriculture

☐ Armelle MARGUERET (DGPR – SSEEC/BBA)

Chargé de mission

☐ Julien RAYMONDI (DGPR – SRT/BEI)

Adjoint au chef de bureau des émissions industrielles

□ Ibrahim MOINGARIE (DGPR – SRT/BEI)

Chargé de mission



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ
ET DES NÉGOCIATIONS
INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE

Direction générale de la prévention des risques (DGPR)

DGPR/SSEEC/BBA 2 21/10/2025



Sommaire



- 1. Introduction
- 2. Contexte général des évolutions réglementaires
- 3. Présentation des évolutions réglementaires introduites pour chacune des deux activités
 - O Présentation des dispositions générales de prévention des risques
 - O Focus sur certaines dispositions associées aux impacts environnementaux
 - O Le dossier de réexamen
- 4. Temps d'échanges Questions / Réponses

3

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ
ET DES NÉGOCIATIONS
INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE

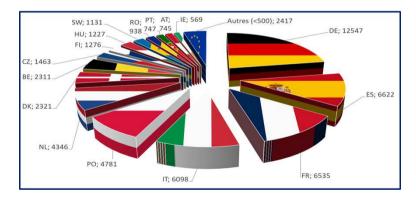
1. Introduction

DGPR/SSEEC/BBA 4 21/10/2025

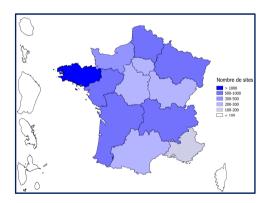


☐ Les installations IED en France

60 000 installations concernées en Europe



~ 7 000 installations concernées en France

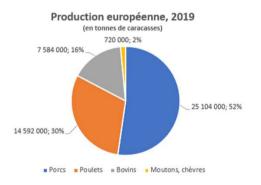


DGPR/SSEEC/BBA 5 21/10/2025



☐ Les activités des abattoirs et des industries de transformation des sous-produits animaux et/ou des coproduits alimentaires

La production de viande en Europe en 2019, c'est 48 millions de tonnes de carcasses



- L'industrie de transformation de sousproduits animaux et/ou de coproduits alimentaires
- ✓ Valorisation des graisses et des protéines issues du traitement dédiés à des activités très diverses :
 - Alimentation pour les animaux,
 - o Lipochimie,
 - o Fertilisation,
 - o Fabrication de gélatine...

□ Des enjeux notamment

▼ Environnementaux

Sanitaires

DGPR/SSEEC/BBA 6 21/10/2025

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ
ET DES NÉGOCIATIONS
INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE
Libration de la commentation de la commentat

□ Environ 170 établissements relèvent du BRef des abattoirs et des industries de transformation des sous-produits animaux et/ou des coproduits alimentaires

Un Best References (BREF) dédié



For Slaughterhouses, Animal by-products and/or edible co-products industries – Bref SA





18/12/2023

Décision d'exécution européenne d'application au lendemain de sa publication

DGPR/SSEEC/BBA 7 21/10/2025



☐ Une évolution règlementaire pour ces activités

 Un cadre règlementaire existant (distinct des Meilleures techniques disponibles)



Décembre 2023 : Décision d'exécution qui pose les meilleures techniques disponibles avec des niveaux d'émissions environnementales

Publication d'un décret de modification de la nomenclature des installations classées

Publication de deux arrêtés ministériels qui posent le nouveau cadre règlementaire pour prévenir les nuisances et impacts sur l'environnement des activités

DGPR/SSEEC/BBA 8 21/10/2025



Le calendrier des travaux

0

Travaux d'élaboration du BRef SA – Collecte des données, MTD

retenues: 2018-2023

(MTD): 18 décembre 2023

Journée d'information du Bref SA pour les professionnelles et l'inspection : 02/07/2024 Consultation du public 15/01/2025 au 04/02/2025

Publication des conclusions des Consultations des parties meilleures techniques disponibles prenantes : été 2024 et

12/11/2024 au 10/12/2024 inclus

Publications:

- Nomenclature : Décret du 3 juillet 2025 (JO 05/07/25)
- Industries de transformation : Arrêté du 3 juillet 2025 (JO 05/07/25)
- Abattoirs : Arrêté du 31 mars 2025 (JO 06/05/25)



Passage CNE (3641): 06/02/25 Passage au CSPRT: 18/03/2025

Passage Conseil Etat: 14/06/2025

DGPR/SSEEC/BBA 9 21/10/2025

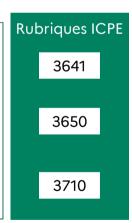
MINISTÈRE
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ
ET DES NÉGOCIATIONS
INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE

2. Contexte général des évolutions réglementaires

DGPR/SSEEC/BBA 10 21/10/2025



- ☐ Les activités les rubriques des installations classées :
- Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) des abattoirs et des industries de transformation des sous-produits animaux et/ou des coproduits alimentaires concernent les activités spécifiées à l'annexe I de la directive IED :
 - 6.4. a) Exploitation d'abattoirs, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes de carcasses par jour ;
 - 6.5. Élimination ou recyclage de carcasses ou de sous-produits animaux, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour ;
 - 6.11. Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes ne relevant pas de la directive 91/271/CEE (1), à condition que la principale charge polluante provienne des activités couvertes par les présentes conclusions sur les MTD.



DGPR/SSEEC/BBA 11 21/10/2025



Décret n° 2025-617 du 3 juillet 2025 Le décret de nomenclature (R.511-9 CE) : deux rubriques modifiées IORF du 5 juillet 2025 3650 2740 La nomenclature des installations La directive IED: **ANNEXE I** classées: **IFD Déchets** 2740. Incinération de cadavres 6.5. Élimination ou recyclage de carcasses ou d'animaux XXX de XXXX animaux, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour ; La directive IED révisée : La nomenclature des installations **ANNEXE I** classées: **IED 2.0** Sous-produits à l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3650. Les règlements (UE) relatifs aux sous-produits animaux : * n°1069/2009 du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sousproduits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine [...] * n°142/2011 du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n° 1069/2009 [...]

DGPR/SSEEC/BBA 12 21/10/2025



☐ Les 2 arrêtés de prescriptions générales :

Favoriser une mise en œuvre homogène sur le territoire, en statuant sur le maximum de questions d'interprétation au niveau national, tout en prévoyant l'articulation et une revoyure de la réglementation française

Éviter d'actualiser les conditions d'autorisation par arrêté préfectoral complémentaire, site par site

« Traduire » les conclusions sur les MTD dans la réglementation française

Faire l'état des lieux de la règlementation applicable aux activités

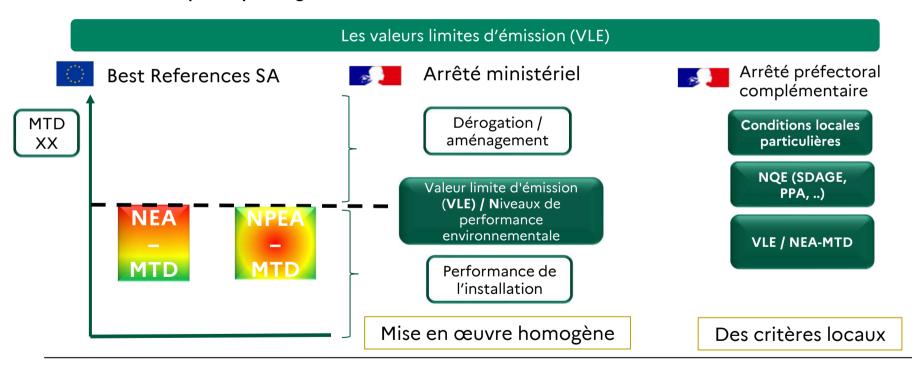
Articuler les règlementations européenne et française

Conserver la réglementation française lorsqu'il n'y a pas de disposition équivalente dans la décision MTD

DGPR/SSEEC/BBA 13 21/10/2025



☐ Les arrêté de prescriptions générales :



DGPR/SSEEC/BBA 14 21/10/2025



L'arrêté de prescriptions générales relatives aux exploitations d'abattoirs

Arrêté du 31 mars 2025 JORF du 6 mai 2025

☐ Les activités – les rubriques des installations classées :

3641

Exploitation d'abattoirs, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes de carcasses par jour

- Des installations soumises aux dispositions de l'arrêté du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux ICPE soumises à autorisation sous les rubriques n° 2210 et n° 3641
- Des prescriptions se référant à l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Des meilleures techniques disponibles avec des NEA-MTD et des NPEA-MTD

DGPR/SSEEC/BBA 15 21/10/2025



L'arrêté de prescriptions générales relatives aux installations de transformations

Arrêté du 3 juillet 2025 JORF du 5 juillet 2025

☐ Les activités – les rubriques des installations classées :

3650

Elimination ou recyclage de carcasses ou de sous-produits animaux, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour

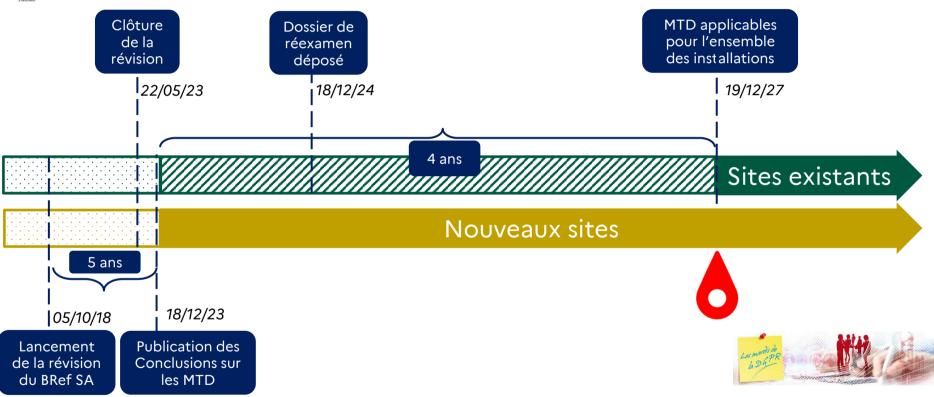
- Des installations soumises aux dispositions de l'arrêté du 12/02/03 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2730 ou à l'arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2740
- Des prescriptions se référant à l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Des meilleures techniques disponibles avec des NEA-MTD et des NPEA-MTD

DGPR/SSEEC/BBA 16 21/10/2025



Le calendrier de conformité règlementaire





DGPR/SSEEC/BBA 17 21/10/2025

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ
ET DES NÉGOCIATIONS
INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE

3. Présentation des évolutions réglementaires introduites pour chacune des deux activités

DGPR/SSEEC/BBA 18 21/10/2025

MINISTÈRE

DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ
ET DES NÉGOCIATIONS
INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE

Albert

Alb

O Présentation des dispositions générales de prévention des risques

O Focus sur certaines dispositions associées aux impacts environnementaux

O Le dossier de réexamen

DGPR/SSEEC/BBA 19 21/10/2025



Les meilleures techniques disponibles

☐ Les principes directeurs de la Directive IED

Parvenir à un niveau élevé de protection de l'environnement

Prévention et réduction intégrée de la pollution





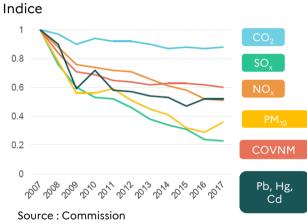


Obligation d'autorisation et d'un permis intégré Rejets dans l'eau, l'air, le sol, gestion des déchets, énergie

Installations nouvelles ou existantes

Cessation définitive des activités

Introduction des MTD



Source : Commission Européenne –DG ENV

IED a contribué à la réduction de 40 à 75% des émissions des polluants-clés sur la période 2007-2017



Les meilleures techniques disponibles

☐ Des meilleures techniques disponibles



Des activités

Meilleures

T
Techniques

Des impacts sur l'environnement

Disponibles

Atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble

- Techniques employées, manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt
- Procédés de production, traitement des rejets, substitution de produits chimiques, organisation
- Utilisables dans le domaine concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en considérant les coûts et les avantages
- Utilisées, produites ou non sur le territoire national, l'exploitant concerné peut y avoir accès dans des conditions raisonnables
- Effectivement mises en œuvre à l'échelle industrielle



DGPR/SSEEC/BBA

21

21/10/2025



☐ 11 chapitres thématiques pour prévenir les impacts et nuisances sur l'environnement







- ☐ Les meilleures techniques disponibles sont les moyens mis en œuvre pour réduire les impacts sur l'environnement
- ☐ La valeur limite d'émission (VLE) : mesurer l'efficacité des MTD, mesurer les substances émises dans les milieux



Des meilleures techniques disponibles organisationnelles

	BRef SA	AMPG 3641	AMPG 3650
Odeurs	MTD 18	Art 6.2	Art 6.2
Bruit	MTD 16	Art 7.2	Art 7.2
Consommation d'eau et production d'effluents aqueux	MTD 10-a	2 Art 5.1	Art 3.3
Efficacité énergétique	MTD 9	Art 10.2	Art 10.2
Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)	MTD 4	Art 4.2	Art 4.2
Système de gestion des produits chimiques	MTD 3	Art 3.5.1	Art 3.6
Inventaire des flux	MTD 2	Art 3.4	Art 3.5
Système de management environnemental (SME)	MTD1	Art 3.3	Art 3.4



Des plans de gestion thématiques intégrés dans le SME

DGPR/SSEEC/BBA 23 21/10/2025



☐ Des meilleures techniques disponibles pour la surveillance

Surveillance MTD 5 à 8

- du débit, du pH, de la T°C des effluents aqueux Art 11.3 Art 11.3

- annuelle : eau, énergie, volumes d'effluents aqueux, fluides frigorigènes Art 11.1 Art 11.3

- une fréquence, une norme pour les rejets dans l'eau, par substance Art 11.3 Art 11.3

- une fréquence, une norme pour les rejets dans l'air, par substance Art 11.2 Art 11.2

☐ Des meilleures techniques disponibles pour :

Substances dangereuses	MTD 11	Art 3.5.2	Art 3.8.1
Utilisation efficace des ressources	MTD 12	Art 3.7	Art 3.8.1
Fluides frigorigènes	MTD 20	Art 3.6	Art 3.7

DGPR/SSEEC/BBA 24 21/10/2025

BRef SA AMPG 3641 AMPG 3650



☐ Des meilleures techniques disponibles pour prévenir les impacts sur les milieux

Emissions dans l'eau	MTD 13	Art 4.4	Art 4.4
	MTD 14 *	Art 5.14	Art 5.14
Emissions atmosphériques	MTD 15*	Art 6.5	Art 6.6
Bruit	MTD 16 à 17	Art 7.2	Art 7.2
Odeurs	MTD 18 à 19	Art 6.2	Art 6.2

BRef SA AMPG 3641 AMPG 3650

DGPR/SSEEC/BBA 25 21/10/2025



☐ Des meilleures techniques disponibles par activité

Abattoirs

Efficacité énergétique MTD 21 * Art 10.2

Consommation d'eau MTD 22 * Art 5.5

Utilisation des fluides frigorigènes MTD23 * Art 3.6

Transformation de sous-produits animaux et co-produits alimentaires

Efficacité énergétique MTD 24 * Art 10.2

Consommation d'eau MTD 10 * Art 5.5

Emissions dans l'air MTD 25 * Art 6.6-III

BRef SA AMPG 3641 AMPG 3650



Pour les abattoirs

☐ Focus relatif à la consommation d'eau

AMPG 3641 Art 5.5

MTD 22

Animaux abattus	Unité (¹)	Rejets d'effluents aqueux spécifiques (moyenne annuelle) (²)
Daving.	m³/tonne de carcasses	3,90 (³)
Bovins	m³/animal	1,30 (4)
Daveine	m³/tonne de carcasses	3,50
Porcins	m³/animal	0,30
Poulets	m³/tonne de carcasses	6,30
roulets	m³/animal	0,013

- (1) Le niveau de performance environnementale applicable est soit celui exprimé en m3 /tonne de carcasses, soit celui exprimé en m3/animal.
- (2) Les niveaux de performance environnementale se rapportent exclusivement à l'abattage des animaux en question.
- (3) Lorsque les rejets spécifiques d'effluents aqueux incluent l'eau consommée par les activités FDM, la valeur limite d'émission est de 5,25 m3/tonne de carcasses.
- (4) Lorsque les rejets d'effluents aqueux spécifiques incluent l'eau consommée par les activités FDM, la valeur limite d'émission est de 2,45 m3/animal.
- (5) Le préfet peut fixer, en cas de crise zoosanitaire, une valeur différente ne pouvant pas excéder sur la période considérée le double de la valeur autorisée.

Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.

DGPR/SSEEC/BBA 27 21/10/2025

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ
ET DES NÉGOCIATIONS
INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE

O Focus sur certaines dispositions associées aux impacts environnementaux

DGPR/SSEEC/BBA 28 21/10/2025



Pour les abattoirs

☐ Focus relatif aux rejets des effluents aqueux

AMPG 3641 Art 5.14

MTD 14

• Pour réduire des émissions une combinaison de techniques :

Des techniques standard de traitement primaire, physicochimique, biologique, de traitement de l'azote, de séparation des solides, récupération du phosphore...

• Des valeurs limites d'émissions

Substance/Paramètre	Unité	Valeur limite d'émission	Code SANDRE
Demande chimique en oxygène (DCO) (1) (4)	mg/L	100	1314
Carbone organique total (COT) (1) (4)	mg/L	35	1841
Matières en suspension totales (MEST) (4)	mg/L	30	1305
Azote total (NT) (4)	mg/L	25 (2)	6018
Phosphore total (PT) (4)	mg/L	2	1350
Composés organochlorés adsorbables (AOX) (3)	mg/L	0,3	1106
Métaux Cuivre (Cu) (3)	mg/L	0,2	1392
Métaux Zinc (Zn) (3)	mg/L	0,5	1383

DGPR/SSEEC/BBA 29 21/10/2025



Pour les abattoirs

☐ Focus relatif aux rejets des effluents aqueux

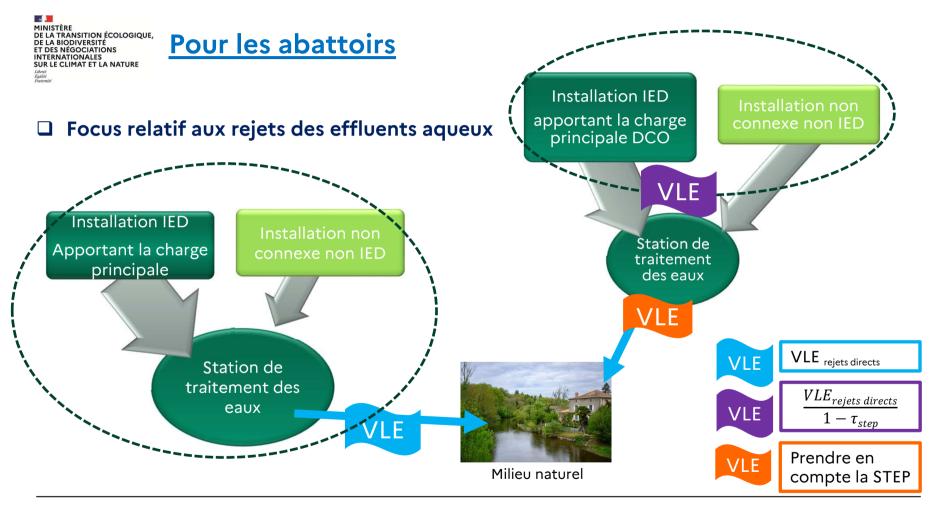


MTD 14

(4) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration, qui n'est pas exploitée par le producteur des eaux résiduaires industrielles, et sous réserve du respect du III de l'article R. 515-65 du code de l'environnement, l'arrêté préfectoral d'autorisation peut fixer une valeur limite de concentration n'excédant pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par «1-taux d'abattement de la station». La valeur peut être différente après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du même code qui tient compte de l'existence d'une convention entre l'exploitant de l'installation et l'exploitant de la station d'épuration.

Prendre en compte:

- la station d'épuration et le taux d'abattement de la STEP externe à l'installation IED
- la convention entre l'exploitant de l'installation et l'exploitant de la station d'épuration



DGPR/SSEC/BBA 31 21/10/2025



☐ Focus sur les odeurs

AMPG 3650 Art 6.2

MTD 18-19

- ☐ Un plan de gestion des odeurs dans le cadre du SME avec les protocoles pour prévenir, éviter et gérer les nuisances olfactives.
- ☐ La réductions des émissions d'odeurs à la source avec des techniques de nettoyages réguliers des installations et véhicules, confinement des sousproduits, extraction d'air.
- Pour les installations traitant par déshydratation les sous-produits d'origine animale, une étude de dispersion des odeurs

DGPR/SSEEC/BBA 21/10/2025



☐ Focus sur les émissions dans l'air



MTD 15 & 25

Des dispositions pour prendre en considération les cas de figures rencontrés sur le terrain :

- I. Des installations classées sous la rubrique 2910 ou 3110
- II. Lorsque des cadavres d'animaux sont incinérés
- III. Pour prévenir les émissions de concentration d'odeurs, de COVT, NH₃ et H₂S
- IV. Lorsque un oxydateur thermique est utilisé pour la combustion des gaz malodorants
- V. Pour prévenir les émissions des autres polluants



☐ Focus sur les émissions dans l'air

AMPG 3650 Art 6.6 - III Pour réduire les émissions dans l'air de composés organiques et de composés malodorants, notamment de H2S et de NH3

MTD 25

Des techniques « classiques » : adsorption, biofiltre, oxydation thermique... dont la technique de condensation

DGPR/SSEEC/BBA 21/10/2025



Les VLE par secteurs d'activités :

Surveillance: Art 11.2 /MTD 8

AMPG 3650 Art 6.6 - III

MTD 25

Activités	Substance / Paramètre	Unité	VLE (moyenne sur la période d'échantillonnage)
Activité de transformation de sous-	Concentration d'odeurs	uoE/m³	1 100 (1) (2)
produits animaux, de la fonte des graisses et du traitement du sang et/ou des plumes	COVT	mg C/Nm ³	16
	NH ₃	mg/Nm ³	4 (3)
	H_2S	mg/Nm ³	1 (4)
Production de farine et d'huile de poisson	Concentration d'odeurs	uoE/m³	3500 ⁽¹⁾
	COVT (5)	mg C/Nm ³	14
	NH ₃ ⁽⁵⁾	mg/Nm³	7

(1) La valeur limite d'émission peut ne pas s'appliquer en cas de combustion (dans un oxydateur thermique ou une chaudière à vapeur, par exemple) de gaz malodorants lorsque les deux conditions suivantes sont remplies :

- la température de combustion est suffisamment élevée (généralement dans la fourchette 750 à 850 °C) avec un temps de séjour suffisant (généralement entre 1 et 2 secondes) ; et
- soit l'efficacité de l'abattement des odeurs est ≥ 99 %, soit l'odeur imputable au process n'est pas perceptible dans les gaz résiduaires traités.
- (2) Dans le cas des techniques de réduction autres que la combustion des gaz malodorants, lorsque soit l'efficacité du traitement est \geq 92 %, soit l'odeur imputable au process n'est pas perceptible dans les gaz résiduaires traités, la valeur limite d'émission est de 3 000 uoE/m3.
- (3) La valeur limite d'émission est de 7 mg/Nm3 en cas de combustion (dans un oxydateur thermique ou une chaudière à vapeur, par exemple) des gaz malodorants.
- (4) La valeur limite d'émission ne s'applique que lorsque la présence de H2S est jugée pertinente pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire des flux entrants et sortants mentionné à l'article 3.5 du présent arrêté.
- (5) La valeur limite d'émission ne s'applique qu'à la combustion (dans un oxydateur thermique ou une chaudière à vapeur, par exemple) de gaz malodorants, y compris de gaz non condensables.



☐ Focus sur les émissions dans l'air – oxydateur thermique

Pour réduire les émissions dans l'air de CO, de poussières , de NOX et de SOX issues de la combustion (dans un système d'oxydation thermique ou une chaudière à vapeur, par exemple) de gaz malodorants, y compris de gaz non condensables

AMPG 3650 Art 6.6 - IV

MTD 15

Des techniques:

- Optimisation des systèmes de combustion / traitements
- Choix des combustibles

Les VLE pour une combustion dans un oxydateur thermique :

Surveillance: Art 11.2 /MTD 8

Substance/Paramètre	Unité	NEA-MTD (moyenne sur la période d'échantillonnage)
Poussières		5 (1)
NO_X	mg/Nm ³	200 (1) (2)
SO_X		100
	-	

- (¹) La fourchette du NEA-MTD ne s'applique qu'en cas d'utilisation exclusive de gaz naturel comme combustible.
- $(^2)$ La VLE est de $350\,mg/Nm^3$ pour les systèmes d'oxydation thermique récupérative.

DGPR/SSEEC/BBA 21/10/2025

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ
ET DES NÉGOCIATIONS
INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE

O Le dossier de réexamen

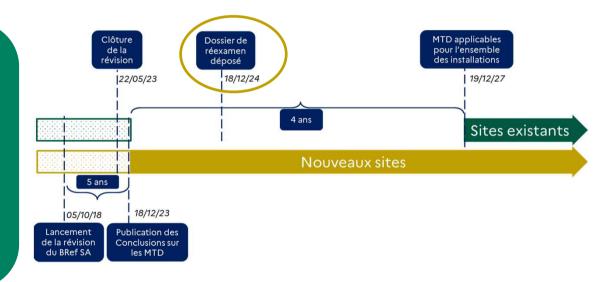
DGPR/SSEEC/BBA 37 21/10/2025



□ L'objectif

L'objectif du réexamen est :

- d'apporter les éventuelles compléments aux prescriptions applicables au site IED
- de façon à prendre en compte les MTD
- par AMPG ou par APC lorsque cela est nécessaire



DGPR/SSEEC/BBA 38 21/10/2025



☐ Le contenu

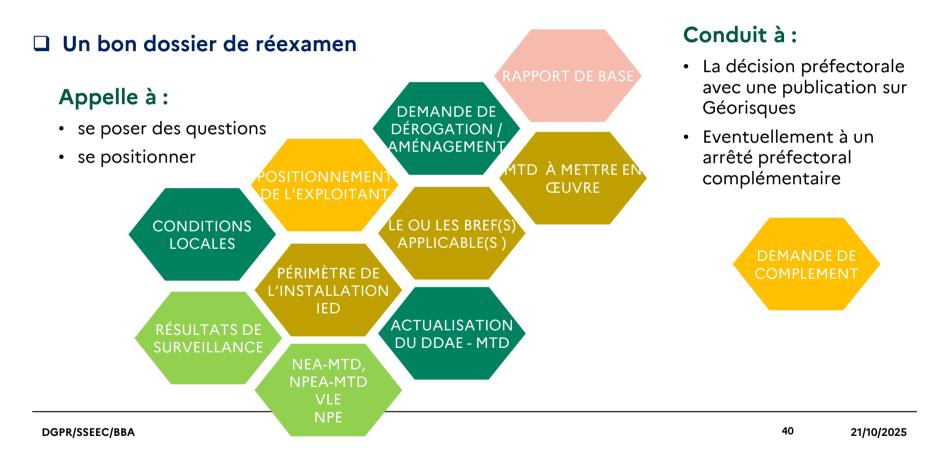
Des **éléments d'actualisation du DDAE** portant sur les MTD (cf. R. 515-59 I 1°), accompagnés, le cas échéant, d'une demande de dérogation (cf. R. 515-68)

L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions au regard des situations mentionnées au R. 515-70 III

A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation +

Rapport de base (R. 515-59)







☐ Des guides d'accompagnement







A venir: Guide stabilité des émissions et inventaire des flux



☐ Le rapport de base

Etat des lieux représentatif de la pollution des sols et des eaux souterraines devant être remis :

- Avant la mise en service, pour les installations nouvelles ou modifiées (autorisation ou modification substantielle).
- À la date de réalisation du dossier, pour les installations existantes (réexamen).

Attendu si:

Installation IED

+

Utilisation /
Production de
substances
dangereuses (CLP)

+

Risque de contamination sol et sous-sol

OBJECTIFS Art. L. 515-30 Il permet de dimensionner les modalités de surveillance du sol et des eaux souterraines

Il sert également lors de la mise à l'arrêt de l'installation pour comparer :

- l'état au moment de la cessation d'activité
- l'état au moment de la réalisation du rapport de base.



☐ Le rapport de base



Au vu des enjeux financiers lors de la réhabilitation des sites industriels, l'exploitant **a un grand intérêt** à produire un rapport de base de qualité et le plus précis possible en s'appuyant sur la norme NF X31-620.





Les guides disponibles

- Guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED, v 2.2
- La surveillance des eaux souterraines, v 2022

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ
ET DES NÉGOCIATIONS
INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE

4. Temps d'échanges – Questions / Réponses

DGPR/SSEC/BBA 44 21/10/2025

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ
ET DES NÉGOCIATIONS
INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE
LIboria
Liboria
Liboria
Liboria
Liboria

Temps d'échanges







DGPR/SSEEC/BBA 45 21/10/2025



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITÉ

ET DES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES SUR LE CLIMAT ET LA NAT

Liberté Égalité Fraternité



DGPR/SSEEC/BBA 21/10/2025